

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Reputees-Les-cent-meilleures-entreprises-d-Argentine-selon-Clarin-coincident-avec-les-grands-fugueurs-de-capitaux>

« Réputées » : Les cent meilleures entreprises d'Argentine selon Clarin coïncident avec les grands « fugueurs » de capitaux

Date de mise en ligne : Jeudi 16 décembre 2021

- Argentine - Économie -

Description :

La liste des 100 entreprises ayant la meilleure réputation en Argentine est établie chaque année par une organisation espagnole appelée Merco à travers les plateformes de communication du quotidien Clarin manipulées par Héctor Magnetto ...Jorge Elbaum

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Il y a une semaine, le quotidien Clarin publiait un classement des cent entreprises ayant la meilleure réputation en Argentine. L'enquête par laquelle le prestige des entreprises est appréhendé est préparée chaque année par une organisation espagnole appelée [Monitor Empresarial Merco](#), qui a divulgué ses résultats exclusivement via les plateformes de communication manipulées par [Héctor Magnetto](#).

Le résultat du classement contient de notables coïncidences avec les entreprises responsables de la dernière étape de la fuite des capitaux - réalisée pendant le gouvernement de Mauricio Macri (2015-2019), dont les bénéficiaires ont été initialement identifiés à partir de l'enquête divulguée par [El Cohete](#) en mai 2020, et qui est actuellement en cours d'étude approfondie et examinée par les membres de la [Commission parlementaire mixte permanente de suivi et de contrôle de la gestion de la passation des marchés et du paiement de la dette extérieure de la Nation](#), présidée par le sénateur José Mayans, sur la base de la documentation reçue de la Banque centrale.

Une grande partie des entreprises les plus réputées sont les mêmes qui devraient faire l'objet d'une enquête concernant les irrégularités liée au prêt contracté de 44 000 millions de dollars qui ont terminé - grâce à l'assentiment des membres de *cambiamos*. - entre les mains de ces sociétés et/ou leurs principaux PDG et dirigeants. L'enquête sur les irrégularités commises en rapport avec l'endettement auprès du FMI est traitée au Tribunal Pénal et Correctionnel Fédéral 5, sous la responsabilité de María Eugenia Capuchetti, sous la supervision du procureur Franco Picardi. Au cours des deux derniers mois, le juge a du -entre autres tâches- rechercher si l'accord avec l'organisme multilatéral et la fuite des capitaux qui s'ensuit ont des corrélations : si le crédit, entre autres facteurs, était nécessaire pour garantir aux acheteurs de devises une capitalisation en dollars dans le cadre d'une assurance de change préalablement convenue.

L'État national a été accepté comme plaignant en mars 2021, après que la plainte déposée par l'*Office de lutte contre la corruption* (OA) dirigé par Félix Crous ait été formalisée . La plainte est instruite par le procureur du Trésor, dont le chef est Carlos Zannini, et les accusés sont l'ancien **président Macri** , son ancien ministre [Nicolás Dujovne](#) et les trois anciens chefs de la Banque centrale : [Luis Andrés Caputo](#), [Federico Sturzenegger](#) et [Guido Sandleris](#) . Les cinq se voient attribuer trois crimes :

- Manquement aux devoirs d'un agent public
- Détournement de fonds publics et
- Fraude due à une mauvaise gestion des ressources publiques.

Les coïncidences entre les gagnants de la meilleure réputation et les cumulards de devises étrangères - qui ont mis sur le dos 44 000 millions de dollars de dette à tous les citoyens argentins - concernent :

- **Mercado Libre** ([Marcos Galperin](#)) ;
- **Telecom** (de Grupo Clarin) ;
- **Pampa Energía** ([Marcelo Mindlin](#), comme partenaire ou figure de proue de l'ancien président) ;
- **Farmacity** (propriété de l'ancien chef de cabinet adjoint Mario Quintana) ;
- **Grupo Caputo** ([Luis Caputo](#), ministre des Finances de janvier 2017 à juin 2018 et président de la Banque Centrale de juin à septembre 2018, et cousin de Nicolás, consul à Singapour pendant la présidence de parti

utées » : Les cent meilleures entreprises d'Argentine selon Clarin coïncident avec les grands « fugeurs »

Cambiemos) ;

- **La Nación** ([famille Saguier](#)) ;
- **Arcor** (famille [Luis Pagani](#)) ;
- **FIAT / IVECO** ([Cristiano Ratazzi](#)) et
- **Techint** ([Paolo Rocca](#)).

Toutes ces sociétés figurent dans les deux listes : représentées par les dirigeants et en même temps responsables du braquage de la [Banque Centrale](#), en complicité avec les cinq prévenus.

Pour rendre possible le siphonnage des caisses publiques, le *macrisme* a détruit, depuis son arrivée au pouvoir en décembre 2015, l'échafaudage réglementaire qui empêchait les entreprises connues pour faire de l'évasion fiscale et de la fuite de capitaux. À cette fin, en 2016, le [Régime Informatif des Opérations de Change \(RIOB\)](#) a été rendu plus flexible, ce qui a exigé des normes de détail plus élevées en ce qui concerne les transactions en devises.

Outre la réputation qui coïncide avec le montant des fuites de devises étrangères, la grande majorité des noms listés sont membres des structures patronales les plus puissantes du pays :

- L'Union industrielle argentine ([UIA](#)),
- L'Association des entreprises ([AEA](#)) et
- L'Institut pour Développement des affaires (IDEA).

Ces entités sont aussi celles qui réclament, avec insistance, la flexibilité du travail, la baisse des impôts pour les secteurs privilégiés, la suppression des prélèvements, la réduction des cotisations patronales et l'ajustement fiscal.

Prestige et évasion



Héctor Magnetto y Nicolás Dujovne

La société qui apparaît avec la plus haute considération pour **Merco/Clarín** est **Mercado Libre**, dirigée par Galperin, qui a décidé d'établir sa résidence en République Orientale de l'Uruguay afin de payer le moins d'impôts possible dans le pays qui lui a accordé la possibilité de construire sa Startup. Douze jours avant que le gouvernement *Juntos por el Cambio* n'annonce le « reprofilage » de la dette souveraine en août 2019 - ce qui impliquait le report des échéances des titres publics à court terme - la fuite certaine d'informations privilégiées a permis à l'homme d'affaires

réputé de vendre 1 300 millions de pesos en titres publics. Deux ans plus tôt, en 2017, Galperin lui-même s'était porté volontaire pour participer en tant que assesseur *des rangs de Cambiemos* lors des élections de mi-mandat, et avait prévenu qu'il ne retournerait pas résider en Argentine en cas de victoire du *Frente de Todos*. Et il a tenu parole.

Le classement *Merco*, qui place la société *Mercado Libre* en tête des meilleures sociétés, a été réalisé au cours des six derniers mois grâce à une consultation de 15 265 informateurs clés, provenant de 23 sources d'information. Ils ont été interrogés sur une vingtaine de questions organisées autour du *leadership*, de l'innovation, de la proactivité, de la valorisation des ressources humaines, de la durabilité, de l'insertion commerciale globale, de la reconnaissance publique et médiatique, du lien avec les fournisseurs et les clients, entre autres.

Le premier filtre était de 851 demandes de renseignements aux cadres supérieurs d'entreprises appartenant à des sociétés ayant un chiffre d'affaires de plus de 30 millions de dollars.

Ensuite, 60 analystes financiers, 77 journalistes d'information économique, 50 responsables gouvernementaux, 60 dirigeants syndicaux, 80 référents d'associations de consommateurs, 50 professeurs universitaires liés à l'économie d'entreprise, 41 consultants en médias sociaux et 42 directeurs de communication d'entreprise ont été consultés.

Trois des personnes consultées pour l'enquête, qui ont requis l'anonymat, ont confirmé que les questionnaires omettaient toute référence à l'engagement des entreprises réputées prestigieuses en matière de réinvestissement de leurs bénéfices, les marges bénéficiaires équilibrées, la prise en compte de la fuite des capitaux et l'avis sur les pratiques de fraude fiscale.

La pondération des attributs jugés satisfaisants, de cette façon, ne fait que coïncider avec les avantages que ces entreprises peuvent apporter - de façon potentielle - à ceux qui les évaluent : les 851 premiers électeurs ont coté des entreprises avec des scores élevés qui leur garantissent des bénéfices élevés, sans évaluer la contribution réelle ou potentielle au développement de leur environnement, à l'inclusion sociale effective, ou à la durabilité socio-économique qui leur permet la continuité et l'extension de leurs activités.

Ce que les personnes consultées entendent par prestige et bonne image correspond aux salaires, récompenses et primes qui sont attribués aux postes les plus élevés de la pyramide organisationnelle. En résumé : la réputation attribuée aux entreprises repose sur une image imposée par des dispositifs de communication formés pour rendre invisibles les PME, éviter les responsabilités économiques des grandes entreprises vis-à-vis de la fuite des devises étrangères, et éviter les conséquences de leur participation spéculative au lieu de primes distributives. Dans le questionnaire appliqué par *Merco*, il n'y a pas de classification visant à révéler leur contribution à la résolution des graves problèmes rencontrés par ses concitoyens.

La liste publiée par *Clarin* ne cherche pas seulement à légitimer les grandes entreprises. Elle essaie également de leur donner une autorité appropriée pour faire face aux réglementations promues par l'État, visant à limiter les prérogatives oligopolistiques. La réputation établie par *Merco* contribue également à sous-estimer tout ce qui est associé au public : c'est la raison pour laquelle le *classement* publié mardi relègue *Aerolineas Argentinas* au bas de la liste, en jugeant que son prestige s'est affaibli depuis le de 57 à 81 l'année dernière. Il en va de même avec YPF, dont la place , pour les cadres dirigeants interrogés , descend de la 17e à la 45e.

En revanche, **Telecom** - détenue par Clarin -, gagne 25 places (de 75 à 54), accompagnant le fait qu'elle apparaît comme la plateforme d'information la mieux *classée*. Les biais des personnes consultées, selon la méthodologie utilisée, dénote également leur profil patriarcal et quasi-misogyne : parmi les entreprises concernées, seuls neuf noms apparaissent sur les cent premières. La dévaluation du national est aussi une caractéristique du *classement* : seuls 36 des 100 classés appartiennent à des actionnaires majoritaires argentins. Le reste est multinational. Par

rapport aux « *enquêtes* » dans lesquelles la même méthodologie a été appliquée (Espagne, Colombie, Chili, Équateur, Pérou, Brésil, Mexique, Bolivie, Costa Rica, Panama et Portugal), l'Argentine est celle qui présente le plus grand nombre de perceptions étran­gerisées.

Le rapport du « [Business Monitor of Corporate Reputation 2021](#) » est légitimé par l'audit d'un des plus grands cabinets de conseil au monde (KPMG), qui permet de contrôler les procédures méthodologiques utilisées par le *classement* publié par Merco. Courant 2021, [KPMG](#) a été condamné par le [Tribunal portugais de la concurrence, de la réglementation et de la surveillance](#) à payer un million d'euros d'amende pour complicité de falsification de documents et de bilans.

Au Royaume-Uni, en juillet de cette année, le *Financial Reporting Council* ([FRC](#)) - l'organisme qui évalue les activités d'audit et de conseil fournies aux entreprises - a constaté que « les résultats des inspections de KPMG ne montrent aucune amélioration. Et il est inacceptable que, pour la troisième année consécutive, le FRC ait détecté de nouvelles défaillances dans les audits que le cabinet de conseil fait des banques et autres entités. »

La [sociologie du prestige](#) étudie les mécanismes qui opèrent - et qui sont projetés - pour doter les acteurs individuels (personnes) et les institutions de certaines formes de pouvoir capables d'intervenir et d'influencer, dans un environnement social, économique ou politique : la réputation repose sur la reconnaissance, l'autorité et le respect. Tous ces attributs sont utilisés comme un outil de pression dans les débats publics et la surenchère d'intérêts. L'accord discursif imposé par un *classement* - comme celui publié par *Clarín* - n'est rien d'autre qu'un dispositif visant à discipliner, se soumettre et s'asseoir à la table des négociations avec l'État avec un bouclier protecteur de légitimité capable d'imposer ses règles du jeu au reste de la société.

Dans son livre [Nous n'y croyons pas. Lecture critique du langage néolibéral](#) (esp), Clara Valverde Gefaell cite une phrase de [Norman Fariclough](#) qui décrit les recherches imbriquées de ces opérations :

« Les mots ne sont pas neutres : ils servent à faire quelque chose chez l'auditeur. Les mots et les phrases utilisés par les élites politiques et économiques néolibérales tentent d'amener les citoyens à se comporter de certaines manières et, surtout, à adopter des opinions et des comportements sans que les puissants aient à recourir à la force de manière évidente. »

Jorge Elbaum* pour [El cohete a la luna](#)

[El cohete a la luna](#). Buenos Aires, le 12 décembre 2021

*[Jorge Elbaum](#) est sociologue, Docteur dans Sciences. Économiques. Président du « [Llamamiento Argentino Judío](#) ».

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.